

Sommet Mondial des Bassins 2026 Rapport de la session 3

Eaux saines, bassins résilients : harmoniser les politiques relatives à l'eau et à la biodiversité



Du 16 au 19 juin 2026, Rio de Janeiro, Brésil

Cadrage thématique de la session

La dégradation des écosystèmes aquatiques est un indicateur primaire de la santé des bassins et une cause directe de l'effondrement de la biodiversité. Malgré des liens évidents, les politiques de l'eau (axées sur la qualité et la quantité) et les politiques de biodiversité (axées sur les espèces et les habitats) sont souvent élaborées et mises en œuvre en parallèle, ce qui entraîne des inefficacités et des synergies manquées. Le défi consiste à surmonter cette fragmentation sectorielle afin de traiter de manière cohérente les facteurs communs tels que la pollution, la destruction des habitats et la modification du débit des cours d'eau. Un bassin résilient est un bassin où des écosystèmes aquatiques sains fournissent des services essentiels, allant de la purification de l'eau et de l'atténuation des inondations à la régulation du climat. La planification de la gestion des bassins est le niveau stratégique où cette cohérence doit être atteinte. Elle peut intégrer les objectifs des deux domaines, par exemple en donnant la priorité aux solutions fondées sur la nature (NbS), telles que la restauration des zones humides ou la renaturation des rivières, qui améliorent simultanément la qualité de l'eau, régulent le débit et renforcent la biodiversité. Le plan doit servir de cadre opérationnel qui harmonise les investissements, les réglementations et les efforts de surveillance en matière d'eau et de biodiversité, en veillant à ce qu'ils se renforcent mutuellement.

Intervenants

HEALTHY WATERS, RESILIENT BASINS: BRINGING CONSISTENCY TO WATER AND BIODIVERSITY POLICIES

 Ms. Busadee Santipitaks Chief Executive Officer, Mekong River Commission (MRC)	 Mr. Mu Dongjing Senior Engineer, Haihe River Conservation, Ministry of Water Resources, China	 Ms. Elodie Galko Director General, Adour-Garonne Water Agency (AEAG), France	 Mr. Jorge Urbina Executive Secretary, Trinational Commission of the Trifinio Plan (CTPT)
 Ms. Audrey Bardot President of the Rhine-Meuse Basin Committee, Rhine-Meuse Water Agency (AERM), France	 Ms. Marie Ikemoto Undersecretary for Climate Change and Biodiversity Conservation, Secretariat of Environment and Sustainability (SEAS), State of Rio de Janeiro, Brazil	 Ms. Emma Liwenga Executive Director, Lake Tanganyika Authority (LTA)	 Ms. Rita de Cássia Guimarães Mesquita Secretariat of Biodiversity, Forests and Animal Rights, Ministry of Environment and Climate Change, Brazil

Compte rendu de la session

Problèmes et défis

La session a mis en évidence la prise de conscience croissante du fait que la conservation de la biodiversité, la gestion des ressources en eau et la résilience climatique sont des composantes indissociables d'une gouvernance durable des bassins. Les participants ont convenu que la dégradation des écosystèmes d'eau douce représente non seulement un enjeu environnemental, mais aussi une menace majeure pour la sécurité hydrique, le développement économique et le bien-être humain. Quelle que soit la région ou le contexte institutionnel, les intervenants ont souligné que la détérioration des écosystèmes aquatiques réduit la capacité des bassins à réguler les débits, à maintenir la qualité de l'eau, à préserver la biodiversité et à fournir des services écosystémiques essentiels.

Malgré cette interdépendance, les discussions ont révélé que **l'eau et la biodiversité continuent largement d'être abordées séparément dans les politiques et dispositifs de gouvernance**. Comme l'a souligné la Commission du Mékong dans son allocution d'ouverture, les responsabilités institutionnelles sont souvent réparties entre plusieurs secteurs (notamment l'eau, la biodiversité, l'agriculture, l'aménagement du territoire et l'adaptation au changement climatique) sans que les mécanismes de coordination ne soient suffisants. Cette fragmentation s'étend aux mécanismes de financement, où des programmes de financement disjointes réduisent souvent l'efficacité, la cohérence et l'impact à long terme des investissements publics.

Plusieurs expériences régionales ont illustré l'ampleur de ces défis. Dans l'État de Rio de Janeiro, l'exposition croissante aux inondations, aux glissements de terrain et aux sécheresses témoigne des impacts grandissants du changement climatique sur les ressources en eau et les écosystèmes. Parallèlement, l'expérience du nord de la Chine a montré comment des décennies d'urbanisation rapide, de développement industriel et d'augmentation de la demande en eau ont altéré les réseaux fluviaux, réduit les débits écologiques, dégradé les zones humides et contribué à l'épuisement des nappes phréatiques. Ces deux exemples ont illustré la nécessité d'aller au-delà des réponses sectorielles pour adopter des approches intégrées capables de faire face simultanément à de multiples pressions environnementales.

Des défis similaires ont été décrits dans des contextes transfrontaliers. L'Autorité du lac Tanganyika a souligné que l'un des écosystèmes d'eau douce les plus riches au monde est de plus en plus menacé par la dégradation des habitats, la pollution, l'exploitation non-durable des ressources naturelles et le changement d'affectation des sols. Ces pressions affectent directement la biodiversité tout en compromettant les moyens de subsistance de millions de personnes qui dépendent des services écosystémiques du lac. De même, la Commission tri-nationale du Plan Trifinio a souligné que la déforestation, la variabilité climatique et la dégradation des bassins continuent de compromettre la sécurité

hydrique et le développement socio-économique sur les territoires partagés du Salvador, du Guatemala et du Honduras.

Les participants ont également souligné que **les défis en matière de gouvernance** sont particulièrement aigus dans les bassins, où les systèmes hydrologiques coïncident rarement avec les frontières administratives ou politiques. L'Agence de l'eau Adour-Garonne a rappelé qu'une gouvernance efficace reste difficile, car les ressources en eau doivent être gérées à l'échelle des écosystèmes plutôt qu'en fonction des compétences institutionnelles. Des observations similaires ont été formulées par la Commission du Mékong, l'Autorité du lac Tanganyika et la Commission tri-nationale du Plan Trifinio, qui ont toutes souligné que la coopération transfrontalière nécessite un dialogue permanent, une coordination institutionnelle et des mécanismes de planification partagés.

Un autre défi récurrent concernait la **nécessité de concilier développement économique et conservation des écosystèmes**. L'expansion agricole, la croissance urbaine et le développement des infrastructures continuent d'accroître la pression sur les écosystèmes d'eau douce à l'échelle mondiale. Les participants ont noté que les objectifs en matière de biodiversité restent souvent insuffisamment intégrés dans les politiques de développement plus larges, tandis que les approches sectorielles peuvent négliger la valeur à long terme des services écosystémiques. Comme l'ont souligné les discussions, le coût de la dégradation des écosystèmes dépasse fréquemment les investissements nécessaires à leur restauration et à leur conservation.

Enfin, les intervenants ont systématiquement souligné l'importance de **renforcer l'interface entre science et politique**. Des connaissances scientifiques solides, une surveillance environnementale et une prise de décision fondée sur des données factuelles ont été reconnues comme des conditions préalables essentielles à une planification efficace des bassins. La préparation d'une évaluation globale du bassin par l'Autorité du lac Tanganyika, ainsi que les programmes de surveillance à long terme mis en œuvre par l'Agence de l'eau Adour-Garonne, illustrent comment les données scientifiques peuvent orienter les priorités en matière de restauration et soutenir une gestion adaptative. Les participants se sont accordés sur le fait que des liens plus étroits entre les institutions scientifiques et les décideurs politiques restent essentiels pour relever des défis environnementaux de plus en plus complexes.

Recommandations proposées

1. **Les participants ont appelé à intégrer systématiquement la biodiversité dans la gouvernance de l'eau, l'adaptation au changement climatique et la planification du développement.** La conservation des écosystèmes ne devrait plus être considérée comme un objectif environnemental distinct, mais plutôt comme une condition préalable à la sécurité hydrique à long terme, à la résilience climatique et au développement socio-économique durable.

2. **Des cadres de gouvernance plus solides sont nécessaires pour améliorer la coordination entre les secteurs, les niveaux administratifs et au-delà des frontières nationales.** Des mécanismes de planification intégrée devraient faciliter le dialogue entre les institutions chargées de l'eau, de la biodiversité, de l'agriculture, de l'aménagement du territoire et de la politique climatique, tout en renforçant la participation des parties prenantes. Dans les contextes transfrontaliers, les organismes de bassin permanents, dotés de mandats institutionnels clairs, de capacités techniques et d'un financement durable, ont été reconnus comme des mécanismes particulièrement efficaces pour promouvoir une coopération à long terme.
3. **Les solutions fondées sur la nature**, en tant que réponses modernes aux défis environnementaux actuels et fondées sur des données scientifiques, devraient être davantage intégrées dans les stratégies nationales et au niveau des bassins. Les expériences des intervenants ont démontré que la restauration des écosystèmes et des forêts, la conservation des zones humides, la gestion des débits écologiques et les infrastructures vertes peuvent contribuer simultanément à la conservation de la biodiversité, à l'adaptation au changement climatique, à la réduction des risques de catastrophe et à la gestion des ressources en eau.
4. Les participants ont souligné l'importance **d'adopter des approches de planification à long terme s'appuyant sur une gestion adaptative.** Les programmes de restauration nécessitent un engagement politique soutenu, un suivi environnemental continu et un financement stable sur de longues périodes. Les instruments de planification devraient donc intégrer les objectifs en matière de biodiversité, de gestion de l'eau et de climat au sein de cadres stratégiques cohérents, capables de s'adapter à l'évolution des conditions environnementales.
5. **Le renforcement de l'interface entre science et politique** (grâce à des investissements accrus dans la surveillance environnementale, la coopération scientifique et la production de connaissances) améliorera la prise de décision fondée sur des données factuelles et facilitera l'évaluation des résultats des mesures de restauration.
6. Les intervenants ont également encouragé **un renforcement des échanges d'expériences entre les organismes de bassin** afin d'accélérer la diffusion des bonnes pratiques d'une région à l'autre.
7. Enfin, les participants ont souligné que **les mécanismes de financement devaient évoluer vers davantage de cohérence et d'intégration.** Une meilleure coordination entre les instruments de financement public existants, une mise en œuvre plus large du paiement des services écosystémiques et une mobilisation accrue des investissements du secteur privé renforceraient la viabilité à long terme des programmes de restauration. La démonstration d'avantages environnementaux et

socio-économiques tangibles grâce à des projets pilotes réussis a également été identifiée comme un moyen efficace de renforcer le soutien politique et d'attirer des investissements supplémentaires.

Exemples de solutions et de bonnes pratiques mises en œuvre par les intervenants

Un premier message clé a été que **la biodiversité doit être reconnue comme une infrastructure naturelle fondamentale qui soutient le fonctionnement des bassins**. Plutôt que de considérer la conservation de la biodiversité comme un objectif environnemental isolé, les participants ont souligné son rôle central dans la régulation des cycles hydrologiques, le maintien de la qualité de l'eau, la réduction des risques de catastrophes et le renforcement de la résilience des écosystèmes. L'Agence de l'eau Adour-Garonne a clairement illustré cette évolution, en expliquant comment la biodiversité est progressivement devenue une composante essentielle de la politique de l'eau, et a démontré qu'une gestion efficace de l'eau et la conservation de la biodiversité sont des objectifs qui se renforcent mutuellement.

Les solutions fondées sur la nature (SfN) se sont imposées comme l'une des principales approches mises en avant tout au long de la session. Plutôt que de s'appuyer exclusivement sur des infrastructures grises conventionnelles, de nombreux exemples ont montré comment la restauration des écosystèmes peut apporter de multiples avantages environnementaux, économiques et sociaux. En France, le reméandrage de rivières, la restauration des zones humides, les programmes de continuité écologique et la renaturation urbaine font désormais partie intégrante de la gestion des bassins. Ces interventions contribuent simultanément à l'atténuation des inondations, à la conservation de la biodiversité, à la recharge des nappes phréatiques et à l'amélioration de la qualité de l'eau.

De même, l'État de Rio de Janeiro a montré comment les solutions fondées sur la nature sont intégrées dans les politiques d'adaptation au changement climatique grâce à la restauration forestière à grande échelle, aux infrastructures urbaines vertes et aux initiatives d'adaptation fondées sur les écosystèmes. Des programmes tels que « Conexão Mata Atlântica », le « Projet pour un environnement résilient » et « Guanabara verte et résiliente » illustrent comment la restauration des écosystèmes peut contribuer simultanément à la résilience climatique, à la conservation de la biodiversité et au développement territorial durable. Le vaste réseau d'aires protégées de l'État démontre également la contribution de la conservation des écosystèmes à la sécurité hydrique à long terme.

La restauration écologique a également été présentée comme une priorité stratégique dans le nord de la Chine, où la Commission de conservation du fleuve Haihe a décrit comment la recharge écologique en eau est devenue un outil de gestion innovant pour restaurer les rivières, les lacs et les zones humides tout en favorisant simultanément la reconstitution des nappes phréatiques. Les

intervenants ont souligné que la réussite de la restauration dépend non seulement d'une augmentation de la disponibilité en eau, mais aussi d'une gestion rigoureuse du calendrier, de la répartition et des objectifs écologiques des débits environnementaux. Les résultats positifs obtenus grâce aux programmes de restauration mis en œuvre entre 2018 et 2020 ont démontré l'efficacité d'une gestion écologique intégrée, soutenue par un suivi à long terme et une gouvernance adaptative.

L'importance de **la coopération transfrontalière** est apparue comme un autre thème central tout au long de la session. La Commission du Mékong a présenté la coopération régionale entre la Thaïlande et le Cambodge comme un exemple d'harmonisation des politiques et de gouvernance coordonnée favorisant la gestion intégrée des ressources. De même, l'Autorité du lac Tanganyika a illustré comment quatre pays riverains ont mis en place un programme d'action stratégique combinant la conservation de la biodiversité, la gestion durable des ressources, la résilience climatique et le développement socio-économique au sein d'un cadre régional commun. La Commission tri-nationale du Plan Trifinio a fourni un autre exemple de gouvernance transfrontalière efficace. Son architecture institutionnelle allie une coordination politique de haut niveau à un secrétariat technique permanent chargé de mettre en œuvre la Gestion Intégrée des Ressources en Eau et les stratégies d'adaptation au changement climatique. Au-delà de la restauration des écosystèmes, la Commission a souligné **l'importance de la participation des parties prenantes, du renforcement des capacités, de l'éducation à l'environnement et de l'inclusion des femmes et des communautés locales** en tant que composantes essentielles de la résilience à long terme.

Plusieurs interventions ont également démontré l'intérêt **d'intégrer les objectifs de biodiversité dans les instruments de planification stratégique**. Le Comité du bassin Rhin-Meuse a présenté un cadre de planification global intégrant les considérations relatives à la biodiversité tant dans le plan de gestion du bassin que dans le plan d'adaptation au changement climatique. Des actions telles que la restauration des plaines inondables, la préservation des corridors écologiques, la conservation des prairies et l'aménagement durable du territoire illustrent comment les objectifs en matière de biodiversité peuvent être intégrés dans le développement territorial tout en générant de multiples avantages connexes pour la qualité de l'eau, la séquestration du carbone, l'agriculture et la santé publique. Le Comité a également souligné la pertinence de l'approche « One Health » (Une seule santé) en tant que cadre permettant d'intégrer les considérations relatives à la santé environnementale, humaine et animale dans la gouvernance du bassin.

Dans l'ensemble des présentations, **les connaissances scientifiques** sont apparues comme un facteur facilitateur fondamental. La surveillance environnementale, les évaluations des écosystèmes et la recherche fournissent les données nécessaires pour hiérarchiser les interventions, évaluer les résultats des mesures de restauration et soutenir la gestion adaptative. Les participants ont

systématiquement souligné que la science devait sous-tendre les processus de planification à tous les niveaux de gouvernance, tout en facilitant la coopération entre les institutions et les pays.

Enfin, le financement a également été abordé comme un élément essentiel à la réussite de la mise en œuvre. Plutôt que de préconiser des mécanismes de financement entièrement nouveaux, plusieurs intervenants ont souligné l'importance **d'améliorer la coordination entre les instruments financiers existants**. Les programmes de « paiement pour services environnementaux » mis en œuvre à Rio de Janeiro illustrent comment des incitations financières peuvent encourager la restauration des écosystèmes tout en soutenant les communautés locales. Plus largement, les participants ont insisté sur la nécessité de mieux aligner les investissements publics sur les objectifs en matière de biodiversité et d'eau, tout en mobilisant des financements complémentaires du secteur privé.

Conclusion

Cette session a réaffirmé que la conservation de la biodiversité et la gestion des ressources en eau sont des objectifs qui se renforcent mutuellement et qui doivent être abordés dans le cadre de dispositifs de gouvernance intégrés. En effet, des écosystèmes sains constituent le fondement de bassins résilients en préservant les ressources en eau, en soutenant la biodiversité, en atténuant les risques climatiques et en fournissant des services écosystémiques essentiels dont dépendent les sociétés et les économies. Par conséquent, l'intégration de la biodiversité dans la gouvernance de l'eau n'est plus seulement un impératif environnemental, mais une exigence stratégique pour renforcer la résilience, garantir la sécurité hydrique et soutenir le développement durable aux échelles locale, nationale et transfrontalière.

Les diverses expériences présentées, issues du Mékong, de Rio de Janeiro, du lac Tanganyika, du nord de la Chine, de la Commission tri-nationale du Plan Trifinio et du bassin Rhin-Meuse, ont démontré que la gouvernance intégrée, les solutions fondées sur la nature, la restauration des écosystèmes, les connaissances scientifiques et la coopération transfrontalière apportent des réponses concrètes et efficaces à des défis environnementaux de plus en plus complexes. Si la fragmentation institutionnelle, les contraintes financières et les pressions concurrentes liées au développement restent des obstacles importants, la session a montré que ces défis peuvent être relevés grâce à une plus grande cohérence des politiques, à une planification à long terme et à une coopération soutenue entre les secteurs et au-delà des frontières.



Crédits : RIOB et Fabiano Veneza/SEAS